

Au Havre et à Rouen : les mairies et plusieurs lycées victimes de menaces d'attentats à la bombe



L'hôtel de ville du Havre (Seine-Maritime) et le lycée François Ier ont été évacués à la suite d'alertes à la bombe, en fin d'après-midi de ce mercredi 29 janvier 2025. Une enquête a été confiée au service interdépartemental de la police judiciaire. Illustrations Guillaume Saligot / Ouest-France

Les hôtels de ville du Havre et de Rouen (Seine-Maritime), ainsi qu'un lycée havrais, cinq lycées rouennais et un lycée de Sotteville-lès-Rouen ont été la cible d'alertes à la bombe malveillants, ce mercredi 29 janvier 2025, à la suite d'appels téléphoniques signalant la présence de bombes. Des levées de doutes ont été menées en lien avec les services de déminage. Des enquêtes ont été ouvertes.

Double alerte à la bombe au Havre (Seine-Maritime), en fin d'après-midi de ce mercredi 29 janvier 2025. « **Vers 17 h, des appels téléphoniques ont fait état de menaces d'attentat à la bombe concernant le lycée François I^{er} et l'hôtel de ville du Havre,** indique la préfecture sur ses réseaux sociaux. **Immédiatement des mesures de précaution ont été prises impliquant**

ses réseaux sociaux. Immédiatement des mesures de précaution ont été prises, impliquant l'évacuation des deux sites. »



Préfet de la région Normandie et de la Seine-Maritime
il y a 13 heures



Alerte à la bombe

Vers 17 h, des appels téléphoniques ont fait état de menaces d'attentat à la bombe concernant le lycée François 1er et l'Hôtel de ville du Havre.

Immédiatement des mesures de précaution ont été prises, impliquant l'évacuation des deux sites.... [Voir plus](#)

38
9
248

« Conformément aux procédures habituelles, une levée de doute a été engagée par la police nationale, en lien avec les démineurs. »

[Nos confrères d' Actu.fr](#) indiquent qu'une enquête a été ouverte sous l'autorité de la procureure du [Havre](#). Elle a été confiée au service interdépartemental de la police judiciaire.

Des alertes à la bombe à [Rouen](#), également, dans l'après-midi

En fin d'après-midi de ce mercredi 29 janvier, des appels téléphoniques malveillants ont également visé l'hôtel de ville de Rouen, ainsi que cinq lycées rouennais et de [Sotteville-lès-Rouen](#). Là aussi des levées de doutes ont été menées. Et des investigations lancées pour ces fausses alertes à la bombe.



Préfet de la région Normandie et de la Seine-Maritime
il y a 10 heures

**LES FAUSSES ALERTES
À LA BOMBE
SONT PUNIES PAR LA LOI.**

**2 ans d'emprisonnement
30 000 € d'amende**

Article 322-14 du code pénal





#Sécurité

En fin d'après-midi, de nouveaux appels malveillants ont visé l'hôtel de ville de [#Rouen](#) ainsi que 5 lycées rouennais et de [#SottevilleLèsRouen](#).

Des levées de doute sur l'ensemble de ces sites ont été menées par la police nationale permettant de confirmer la piste de fausses alertes par

canular téléphonique.... [Voir plus](#)

32

1

26

Déjà, samedi 25 janvier au matin, l'hôtel de ville de Rouen et les lycées Jeanne-d'Arc et Gustave-Flaubert avaient été évacués après avoir reçu des appels téléphoniques anonymes, également pour des alertes à la bombe. Au final, elles se sont révélées fausses.

Et aussi une alerte à la bombe à la radio *Ici Cotentin*

Ce mercredi également, en fin d'après-midi, [les locaux de la radio Ici Cotentin \(ex-France Bleu\), à Cherbourg \(Manche\), ont dû être évacués à la suite d'une alerte à la bombe.](#) Pendant toute la durée de l'intervention des services de secours, qui ont procédé à la levée de doutes, la radio a alors basculé sur la fréquence nationale et interrompu ses programmes locaux. Le personnel a pu regagner la station de radio vers 19 h 20.

Ce que dit le Code pénal

L'article 322-14 du Code pénal indique que « le fait de communiquer ou de divulguer une fausse information dans le but de faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration dangereuse pour les personnes va être ou a été commise est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende ».

Guillaume SALLARD.